

Etablissements de Santé et Médico-sociaux  
CHU CLERMONT FERRAND

PRESTATION DE TRANSPORTS SANITAIRES NON MEDICALISES AMBULANCE et T.A.P  
(Transport Assis Professionnalisé : V.S.L et taxi conventionné) pour des établissements du  
GHT TERRITOIRES D'Auvergne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 25GHTA0058

Article 1 -	Identification .....	4
Article 2 -	Objet de l'accord-cadre .....	4
Article 3 -	Allotissement .....	4
Article 4 -	Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 5 -	Durée de l'accord-cadre.....	6
5.1	Durée initiale .....	6
5.2	Reconduction de l'accord-cadre .....	6
Article 6 -	Fractionnement des prestations .....	6
Article 7 -	Lieu d'exécution .....	6
Article 8 -	Documents contractuels .....	6
Article 9 -	Marchés de prestations similaires .....	7
Article 10 -	Modalités d'exécution des prestations .....	7
10.1	Représentation des parties .....	7
10.2	Conditions d'exécution .....	7
10.3	Obligation du titulaire.....	9
10.4	Responsabilité du titulaire .....	9
10.5	Considérations sociales.....	9
10.6	Considérations environnementales .....	9
10.7	Traitement de données à caractère personnel .....	9
10.8	Confidentialité et mesures de sécurité .....	9
10.9	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles .....	10
10.10	Clause de réexamen .....	10
10.11	Valorisation des ordres de service.....	10
10.12	Constatation de l'exécution des prestations .....	10
10.13	Garantie.....	10
10.14	Primes .....	10
10.15	Pénalités.....	10
Article 11 -	Régime financier .....	12
11.1	Forme et contenu des prix .....	12
11.2	Variation des prix.....	12
11.3	Avances .....	12
11.4	Modalités financières .....	12
11.5	Service fait présumé .....	14
11.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande .....	14
11.7	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	14
Article 12 -	Dispositions diverses .....	15

12.1	Echanges dématérialisés .....	15
12.2	Sous-traitance .....	15
12.3	Propriété intellectuelle .....	16
12.4	Assurances .....	16
12.5	Autres obligations administratives .....	16
12.6	Résiliation .....	17
12.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	17
12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	17
12.9	Différends .....	20
12.10	Litiges et contentieux.....	20
Article 13 -	Annexes .....	20
Article 14 -	Déroations au CCAG.....	20

## Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par : Etablissements de Santé et Médico-sociaux

CHU Clermont Ferrand

GHT Territoires d'Auvergne

Adresse postale : 58 rue Montalembert

Ville : Clermont Ferrand

Code postal : 63003

Pays : France

Numéro national d'identification : 26630746100019

Code NUTS : FRK14 Puy-de-Dôme

Il est représenté par Madame la Directrice Générale ou son représentant Monsieur le Directeur des Achats et des Logistiques

## Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet des prestations de transports sanitaires non médicalisés AMBULANCE et T.A.P (Transport Assis Professionnalisé : V.S.L et taxi conventionné) pour des établissements du GHT TERRITOIRES D'Auvergne hormis l'établissement de Ainay le Château :

- En application de l'article 80 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2017, transports inter et intra-hospitaliers à la charge financière et organisationnelle des établissements du GHT TERRITOIRES D'Auvergne, réalisés par des prestataires extérieurs (de jour comme de nuit (24h/24), tous les jours de l'année y compris les jours fériés - 365 jours/an)
- Transports sanitaires hors article 80
- Transports sanitaires bariatriques
- Autres types de transports pour certains établissements (transports de soignants et de matériel)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : CPV 85143000-3 - Services ambulanciers.

## Article 3 - Allotissement

Les prestations sont réparties en 18 lot(s) :

LOT 1	Transports sanitaires de personnes du CHU CLERMONT-FERRAND
LOT 2	Transports sanitaires de personnes du CH MONT DORE
LOT 3	Transports sanitaires de personnes du CH ISSOIRE
LOT 4	Transports sanitaires de personnes du CH AMBERT
LOT 5	Transports sanitaires de personnes du CH BILLOM
LOT 6	Transports sanitaires de personnes du CH THIERS
LOT 7	Transports sanitaires de personnes du CH RIOM
LOT 8	Transports sanitaires de personnes du CH ENVAL
LOT 9	Transports sanitaires de personnes du CH VICHY

LOT 10	Transports sanitaires de personnes du CH MONTLUCON
LOT 11	Transports sanitaires de personnes du CH TRONGET
LOT 12	Transports sanitaires de personnes du CH BOURBON
LOT 13	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS
LOT 14	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS
LOT 15	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS
LOT 16	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS
LOT 17	Transports sanitaires bariatriques Département du PUY DE DOME
LOT 18	Transports sanitaires bariatriques Département de l'ALLIER

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique à l'exception du lot 3 (Transports sanitaires de personnes du CH ISSOIRE) attribué à plusieurs opérateurs économiques.

## Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire pour les lots 1 à 2 et 4 à 18 et multi-attributaire pour le lot 3

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 33 412 400,00 € HT pour les 18 lots, reconductions incluses soit :

LOT	Désignation	Maximum HT pour 4 ans
1	Transports sanitaires de personnes du CHU CLERMONT-FERRAND	10 080 000,00 €
2	Transports sanitaires de personnes du CH MONT DORE	336 000,00 €
3	Transports sanitaires de personnes du CH ISSOIRE	1 332 800,00 €
4	Transports sanitaires de personnes du CH AMBERT	840 000,00 €
5	Transports sanitaires de personnes du CH BILLOM	504 000,00 €
6	Transports sanitaires de personnes du CH THIERS	1 456 000,00 €
7	Transports sanitaires de personnes du CH RIOM	1 680 000,00 €
8	Transports sanitaires de personnes du CH ENVAL	2 240 000,00 €
9	Transports sanitaires de personnes du CH VICHY	3 472 000,00 €
10	Transports sanitaires de personnes du CH MONTLUCON	4 659 200,00 €
11	Transports sanitaires de personnes du CH TRONGET	1 556 800,00 €
12	Transports sanitaires de personnes du CH BOURBON	481 600,00 €
13	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS	420 000,00 €
14	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS	532 000,00 €
15	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS	434 000,00 €
16	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS	3 080 000,00 €
17	Transports sanitaires bariatriques Département du PUY DE DOME	196 000,00 €
18	Transports sanitaires bariatriques Département de l'ALLIER	112 000,00 €

Le lot concerné cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 5 - Durée de l'accord-cadre

### 5.1 Durée initiale

**Lots 1 à 7 et 9 à 18 :** L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée initiale de l'accord-cadre court à compter du 11 janvier 2026, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

**Lot 8 (CH Enval) :** La durée initiale de l'accord-cadre court à compter du 08 avril 2026, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure jusqu'au 10 janvier 2027.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

### 5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée maximale de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## Article 6 - Fractionnement des prestations

Sans objet.

## Article 7 - Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :

63 - Puy-de-Dôme (FR-63) ou 03 – Allier (FR-03) :

Allotissement géographique par établissement prescripteur

## Article 8 - Documents contractuels

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont le bordereau des prix
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - annexe 1 CCAP : Etablissements et Ordonnateurs GHT
  - annexe 2 CCAP : Comptables GHT
  - annexe 3 CCAP : laïcité
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe 1 CCTP : particularités des établissements
  - annexe 2 CCTP : quantités estimatives et destinations des transports pour chaque établissement (volumétrie)
  - annexe 3 CCTP : distancier général
  - annexe 4 CCTP : distancier spécifique lot 1
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique comprenant le cadre de réponse technique complété par chaque candidat
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

## Article 9 - Marchés de prestations similaires

Sans objet

## Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

### **10.1 Représentation des parties**

#### **10.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **10.2 Conditions d'exécution**

#### **10.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **de 7 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

#### **10.2.2 Délais d'exécution des prestations forfaitaires**

Sans objet.

#### **10.2.3 Emission et exécution des bons de commande**

Les bons de commande (demandes de transport) seront notifiés par la ou le(s) personne(s) habilitée(s) dans chaque établissement concerné par le marché.

Le service formalise la demande de transport.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande figurent à l'article 3.2. « Prescription Médicale de

Transport » du CCTP et dans la rubrique les « MODALITES DE COMMANDE » de chaque établissement de l'annexe 1 au CCTP.

Multi attribution : lot 3

Les 2 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Les bons de commandes seront attribués suivant le classement des candidats retenus pour chaque lot.

La règle d'affectation des transports dans le cadre de la multi-attribution est décrite dans l'article 2.3 du CCTP.

Le cas échéant et en cas de défaut de prise en charge répété de la part du titulaire n°1, la personne publique pourra librement s'affranchir du système d'attribution en cascade et sera en droit d'appeler le 2ème titulaire directement.

Le niveau d'indisponibilité remettant en cause l'appel en cascade ainsi que les modalités d'information et la durée d'application de cette modification seront à définir au moment de la mise au point du marché lot par lot.

#### **10.2.4 Pilotage**

Le(s) titulaire(s) transmet(tent) à l'acheteur à une fréquence annuelle un état de son/leur activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend les statistiques (quantités, destinations...) des transports pour chaque établissement.

Il est remis à l'acheteur lors d'une réunion annuelle entre l'acheteur et le(s) titulaire(s) permettant de faire le point sur l'exécution du marché. (Date à prévoir à proximité de la reconduction de chaque période)

Le titulaire/Les titulaires fournit/fournissent à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 200 euros par manquement constaté.

#### **10.2.5 Exigences relatives aux prestations**

Sans objet.

#### **10.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci désigne le co-traitant qui exécute les prestations du lot concerné.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des prestations du lot concerné est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.



En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## **10.3 Obligation du titulaire**

### **10.3.1 Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dysfonctionnements ou dangers** potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### **10.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

## **10.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## **10.5 Considérations sociales**

Le présent accord-cadre comprend un critère social comme critère d'attribution :

Critère 3 « Mise en place d'une politique de développement durable au sein des sociétés de transport en lien avec les prestations » (voir cadre de réponse technique).

## **10.6 Considérations environnementales**

Le présent accord-cadre comprend un critère environnemental comme critère d'attribution :

Critère 3 « Mise en place d'une politique de développement durable au sein des sociétés de transport en lien avec les prestations » (voir cadre de réponse technique).

## **10.7 Traitement de données à caractère personnel**

L'exécution du marché ne comporte aucun recueil ni traitement de données personnelles

## **10.8 Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conditions particulières : voir article 3.10 du CCTP

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

Voir article 3.11 du CCTP

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## ***10.9 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles***

Sans objet

### ***10.10 Clause de réexamen***

Sans objet

### ***10.11 Valorisation des ordres de service***

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

### ***10.12 Constatation de l'exécution des prestations***

#### ***10.12.1 Opérations de vérification***

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de vérification se déroulent de la manière suivante : Des vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées ponctuellement.

#### ***10.12.2 Constatation de l'exécution des prestations***

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

### ***10.13 Garantie***

Aucune garantie

### ***10.14 Primes***

Sans objet.

### ***10.15 Pénalités***

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

#### ***10.15.1 Pénalités de retard***

Principe du contradictoire

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Transports programmés (transports commandés la veille avant 18h) :

Le délai contractuel de début de la prestation court à partir de l'horaire de prise en charge auquel le titulaire s'est engagé.

Ce délai est de 15 minutes maximum ou moins si un délai réduit a été proposé dans l'offre.

Transports non programmés (Transports pour lesquels une demande est adressée au(x) titulaire(s) le jour de la prestation) :

Le titulaire s'engage à intervenir sous 120 minutes maximum ou moins si un délai réduit a été proposé dans l'offre après la demande de l'établissement.

Dans le cas où un accord sur l'heure de prise en charge (plus de 120 minutes après la demande ou moins si un délai réduit a été proposé dans l'offre) a été validé entre le transporteur et l'établissement :

Le délai contractuel de début de la prestation court à partir de l'horaire de prise en charge auquel le titulaire s'est engagé.

Ce délai est de 15 minutes maximum ou moins si un délai réduit a été proposé dans l'offre.

Transports non programmés urgents :

Le délai contractuel de début de la prestation court à compter de la réception de la commande par téléphone ou tout autre moyen de communication reconnu,

Ce délai est de 60 minutes maximum, ou moins si un délai réduit a été proposé dans l'offre.

Lorsque les délais contractuels ci-dessus indiqués sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité pour retard calculée comme suit :

- 10 Euros hors taxe par course exécutée en retard en V.S.L.

- 40 Euros hors taxes par course exécutée en retard en ambulance.

Au-delà des délais indiqués, l'établissement se réserve le droit de faire appel à un autre transporteur sanitaire privé aux frais et risques du titulaire défaillant. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant. Si la différence est en faveur de l'établissement, la diminution de dépense ne profite pas au titulaire défaillant.

Pour les lots multi-attributaires, les pénalités de défaillance des titulaires seront proportionnelles au volume de transports attribués depuis le début du marché.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

### **10.15.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
non-respect des règles d'hygiène et de sécurité citées dans le CCTP et annexes	Forfaitaire	200,00 €

### **10.15.3 Pénalités liées aux considérations environnementales**

Sans objet.

#### **10.15.4 Pénalités liées à la mise en place de la carte achat**

Sans objet

#### **10.15.5 Pénalités relatives aux achats de prestations intellectuelles**

Sans objet

### **Article 11 - Régime financier**

#### **11.1 Forme et contenu des prix**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires résultant de l'application de taux de remise ou de majoration aux tarifs de la CPAM tels que figurant au bordereau de prix unitaire (BPU).

#### **11.2 Variation des prix**

Les prix sont révisables uniquement en fonction des évolutions de la base tarifaire de la CPAM.

Les remises indiquées dans le BPU, sur la base tarifaire de la CPAM, sont fermes pendant toute la durée du marché y compris les périodes de reconduction.

#### **11.3 Avances**

Sans objet

#### **11.4 Modalités financières**

##### **11.4.1 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures seront accompagnées de tous les justificatifs nécessaires (Prescription médicale de transport, tickets de péage d'autoroute) ainsi que tout autre justificatif demandé par l'établissement.

##### **11.4.2 Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : information fournie au(x) titulaire(s) par chaque établissement à la mise au point du marché.

### **11.4.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **11.4.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **11.4.5 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

#### **11.4.6 Paiement par carte d'achat**

Sans objet.

#### **11.5 Service fait présumé**

Sans objet.

#### **11.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel des prestations, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état des prestations à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 10 jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les prestations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

#### **11.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'événement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 12 - Dispositions diverses

### **12.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil d'acheteur.

### **12.2 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Par dérogation au CCAG de référence, à défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt, une pénalité journalière de 200 EUR HT par jour de retard

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

## **12.3 Propriété intellectuelle**

Sans objet

## **12.4 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances (responsabilité civile + véhicules)

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Les véhicules utilisés dans le cadre des prestations du présent accord-cadre doivent être couverts par un contrat d'assurance en cours de validité.

Pour chaque contrat, le titulaire s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification d'un de ces contrats d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **12.5 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.



Ces documents sont transmis par le titulaire par voie postale ou à l'adresse mail qui lui sera communiquée par l'acheteur au début de l'exécution du marché.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## **12.6 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

## **12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. **[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].**

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

#### Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre [OU LE CAS ECHEANT LE LOT CONCERNE] sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

#### Indemnisation

##### - Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

##### - Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 50% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

#### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence **[article 46.2 CCAG FCS]** et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. **[ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].**

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

## **12.9 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **12.10 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

## **Article 13 - Annexes**

- annexe 1 CCAP : Etablissements et Ordonnateurs GHT
- annexe 2 CCAP : Comptables GHT
- annexe 3 CCAP : laïcité

## **Article 14 - Dérogations au CCAG**

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
10.11	23.1.	Pas de prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service
10.12.1	27	Opérations de vérification
10.13	33	garantie
10.15.1	14.1.1	Application des pénalités de retard sans mise en demeure préalable
10.15.1	14.1.1	Pas de formule de calcul des pénalités de retard
10.15.1	14.1.2	Pas de plafonnement des pénalités de retard à 10%
10.15.1	14.1.3	Pas de seuil d'exonération de 1000 € pour les pénalités de retard
12.2	14.1.1	Pas de formule de calcul des pénalités de retard
12.6	42	Pas d'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général